

## Stéphane Audoin-Rouzeau : « Nous n'avons pas pris la mesure de l'événement guerrier qui vient de s'ouvrir »

PAR JOSEPH CONFAVREUX  
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 15 MARS 2022



Un militaire ukrainien à Irpin, le 13 mars 2022. © Photo Aris Messinis / AFP

L'historien spécialiste du phénomène guerrier analyse les raisons de notre sidération face au déclenchement de la guerre en Ukraine et de notre déni de sa possible extension. Entretien.

Stéphane Audoin-Rouzeau est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et président du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne. Il a publié de nombreux ouvrages consacrés à la Première Guerre mondiale et à l'anthropologie historique du combat et de la violence de guerre. Il a récemment coordonné, avec Emmanuel Saint-Fuscien, le dernier numéro de la revue *Sensibilités*, intitulé «*La guerre transmise*», consacré à la mémoire traumatique liée à la guerre et la violence extrême.

**Nous l'avons reçu** pour son livre, *Une Initiation – Rwanda (1994-2016)*, publié aux Éditions du Seuil. Nous nous étions aussi **entretenus avec lui** pendant le premier confinement, pour analyser les parallèles possibles et impossibles entre les temps de guerre et ce moment d'épidémie, puis, **un an après**, sur l'ampleur du choc moral et politique que vivaient alors nos sociétés. D'où l'envie de l'interroger sur sa perception de la guerre en cours et sur la manière dont elle percute des sociétés occidentales ayant oublié ce que c'est.

**Dans un texte coécrit avec l'historienne Annette Becker, vous aviez souligné à quel point le sentiment guerrier avait disparu de nos sociétés occidentales: est-ce en partie pour cela que nous**

**avons collectivement sous-estimé le risque que faisait peser Poutine sur la population ukrainienne et l'Europe?**

**Stéphane Audoin-Rouzeau:** Cela me paraît évident. À titre personnel, j'étais convaincu que la guerre allait éclater, parce qu'on ne masse pas 150 000 hommes aux frontières d'un pays sans être décidé à l'envahir. Mais j'ai bien senti que la plupart d'entre nous n'y croyaient pas, pensant que Poutine bluffait. Le fait que les renseignements américains étaient exacts en 2022, mais suspects d'être mensongers comme ils l'avaient été en 2003 avant la guerre d'Irak, a sans doute facilité pareil déni.

Toutefois, en tant qu'historien de la guerre, j'ai surtout été frappé par l'idée, souvent répétée, qu'il ne serait pas «*rationnel*» de la part du pouvoir russe d'envahir l'Ukraine. Je dois dire que j'ai été abasourdi par cet argument. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, bien des penseurs ont expliqué que la guerre n'était plus un moyen raisonnable de résoudre les conflits entre États. Avant 1914, beaucoup ont souligné, avec d'excellents arguments, que toute guerre en Europe serait autodestructrice, y compris pour ceux qui la déclencheraient. Mais tout cela ne rend pas compte de la rationalité particulière de la guerre et de ce qui y mène, et, surtout, de ce qui conduit à sa radicalisation et à sa prolongation.



Stéphane Audoin-Rouzeau à Paris, en 2021. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

En outre, il ne fait aucun doute que les opinions publiques d'Europe occidentale, et sans doute aussi ses dirigeants, sont les enfants de cette «*déprise de la guerre*» qui s'est affirmée sur notre continent depuis 1945. Pour ne parler que de la France, jusqu'à la guerre d'Algérie, chaque génération «*savait*» qu'elle rencontrerait la guerre, comme combattant ou comme simple civil. À partir des années 1960 s'est produit un

premier affranchissement générationnel de la guerre. Puis, à partir de la fin des années 1990, un second, cette fois vis-à-vis du fait militaire dans son ensemble: la suppression du service national a coupé tout contact avec l'uniforme et le port des armes.

Certes, l'armée française est restée active dans plusieurs pays— elle a même redécouvert la «vraie guerre» en Afghanistan, après tant d'opérations extérieures de maintien de la paix impliquant des pertes sensibles, mais pas ou très peu de combats: cette «externalisation» du fait guerrier a sans doute contribué à nous laisser croire à la possibilité, et même à la certitude, d'une paix définitive en Europe. Une illusion longuement consolidée depuis la Seconde Guerre mondiale.

Mais cela confinait, selon moi, au déni de réalité et explique notre stupeur collective au matin du 24 février, avec le surgissement non seulement de la guerre, de la violence qui lui est consubstantielle, puis, les jours passant, de la radicalisation cumulative de ses pratiques, sans parler de l'indétermination qu'elle fait peser sur l'avenir.

### **Vous avez travaillé sur ce que signifie le temps de la guerre. Y sommes-nous? De quoi est-il constitué?**

Attention à l'indécence, ici: la guerre, rappelons-le avec force, nous n'y sommes pas. Pas du tout. Ceux qui y sont, aujourd'hui, ce sont les Ukrainiens, combattants et civils, déplacés et réfugiés aussi, ainsi que les soldats russes. Il existe aussi un «arrière» proche, voire très proche, constitué par des pays comme la Pologne, la Roumanie, la Moldavie. Pour notre part, nous constituons à l'heure où nous parlons un arrière lointain, ce qui n'exclut pas de devenir à terme un arrière plus proche, voire d'être embarqués dans un conflit qui se serait étendu. La France constitue la deuxième force armée de l'Otan, ses responsabilités militaires et nucléaires sont considérables, et notre position d'arrière lointain peut se modifier à tout moment.

En dépit de notre position pour le moment distancée, même pour la société française, quelque chose du «temps» de guerre se joue dès aujourd'hui. Il est bien clair qu'en Ukraine, les habitants ont basculé dans

un temps *autre*: les acteurs sur place tout comme les réfugiés ne cessent de le dire à leur manière. Mais, même ici, où nous sommes si protégés, nous ressentons cette densification du temps qui est le propre de la guerre. Chaque journée se met à compter. Chaque heure, parfois, au sein de chaque journée, a son importance.

Outre cette densification, ce qui sépare le temps de la guerre du temps ordinaire, ce sont nos manières d'éprouver, nos émotions, nos colères, nos besoins de nous mobiliser pour aider ou pour entendre les témoignages de la guerre. Bref, nos affects. Car cela peut paraître un truisme, mais le temps de guerre n'est pas le temps de paix, en ce sens qu'il n'a pas la même consistance, et que les acteurs sociaux, nous-mêmes, en somme, nous n'agissons pas, n'éprouvons pas et ne pensons pas de la même manière qu'en temps de paix. Il suffit de rentrer un instant en nous-mêmes pour nous en convaincre.

Il faut souligner enfin la polarisation de l'attention de tous sur le sujet de la guerre, qui n'est pas liée uniquement à la place que celle-ci a prise dans les médias; elle occupe désormais le centre de nos conversations. En ce sens, même si c'est de manière toute relative par rapport aux Ukrainiens, nous éprouvons donc déjà quelque chose du temps de guerre, de ce que la guerre produit au titre d'un temps propre, particulier, irréductible à aucun autre.

### **Comment comprendre que nous ne soyons pas alors en train de constituer des stocks de vivres ou de pilules d'iode: est-ce parce qu'il reste quelque chose qui ne nous concerne pas directement ou quelque chose de proprement incroyable dans ce qui se produit ou pourrait se produire?**

On n'imaginait pas la possibilité de la guerre, elle est là désormais, et le déni a été balayé par le principe de réalité. Mais l'idée d'une extension, d'une internationalisation et d'une radicalisation de la guerre à travers un processus de montée aux extrêmes ne fait-elle pas l'objet d'un nouveau déni? J'ai été très frappé par ce rappel du général Desportes, affirmant

que, désormais, «la porte du feu nucléaire [était] ouverte». Même si elle n'est qu'entrouverte, cela est déjà beaucoup...

En dépit des menaces explicites du pouvoir russe, nous opposons à cette éventualité un déni plus puissant encore que celui qui précédait le conflit, un déni dont je me demande s'il ne pourrait pas s'apparenter à ce que Freud a désigné sous le nom d'«*illusion d'immortalité*»: nous avons beau savoir consciemment que nous allons mourir, la mort n'est pas représentée dans notre inconscient et cela nous permet de vivre. Ne se joue-t-il pas là quelque chose de similaire? Nous savons, consciemment, que la porte du feu nucléaire est ouverte, mais nous ne pouvons considérer cela autrement que comme une hypothèse abstraite, sans conséquence sur notre vie quotidienne.



Un militaire ukrainien à Irpin, le 13 mars 2022. © Photo Aris Messinis / AFP

C'est sans doute pour cela que nous continuons de vivre «normalement» – et sans doute faut-il s'en féliciter – sans quitter les grandes villes, sans constituer de réserves ni nous précipiter sur des pilules d'iode. À quoi bon, d'ailleurs? Que signifieraient nos existences une fois levé le tabou nucléaire? Mais cela suggère aussi que nous n'avons pas pris toute la mesure de l'événement guerrier qui vient de s'ouvrir, avec ses conséquences possibles.

**Jusqu'ici, nous avons parlé de «la» guerre au singulier. Comment caractériseriez-vous celle-ci, au regard de l'histoire des conflits?**

Première évidence, soulignée par tous: nous assistons au retour de la guerre interétatique en Europe pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. Je n'oublie pas la guerre qui a présidé à l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, mais il s'agissait davantage d'un conflit intraétatique, de basse intensité: ce qui ne signifie pas une moindre violence, mais l'emploi de

moyens stratégiques et tactiques limités. Quant aux risques d'extension du conflit, ils étaient sans rapport avec celui d'aujourd'hui.

Il existe cependant une grande différence avec les guerres interétatiques précédentes, comme celles menées par l'armée allemande durant la Seconde Guerre mondiale, en Pologne par exemple, ou lors de la campagne de France: en Ukraine, on ne voit pas un corps de bataille en train d'en affronter un autre lors de grands affrontements en terrain découvert. Ici, l'armée russe assiège des villes où se trouvent des forces ukrainiennes qui résistent sans avoir les moyens de s'engager dans un combat d'un autre type. Car la guerre en ville égalise les conditions de combat à l'avantage du défenseur. On perçoit ici cette tendance bien repérée de la guerre actuelle à se concentrer dans les espaces urbains, comme on l'a déjà vu en Irak à Falloujah en avril 2004, en Syrie lorsque Alep a été prise sous le feu russe fin 2016, ou encore lors de la reprise si difficile des villes tenues par Daech en Irak, comme Mossoul, en 2017.

Mais comme le disait Clausewitz, la guerre est un caméléon. On est donc ici face à un type de conflit «traditionnel» – une guerre interétatique européenne – mais comportant des éléments très neufs, dont font partie la possibilité de l'emploi du feu nucléaire mais aussi, en sens inverse, les négociations quasi permanentes entre belligérants.

Et comme souvent, bien des éléments qui nous semblent littéralement incroyables avaient été annoncés. Le Livre blanc de la Défense de 2008 notait déjà que la période à venir pourrait être marquée par une levée du tabou nucléaire. Et peu de temps avant son départ, le chef d'état-major français François Lecointre avertissait en 2020 sur la nécessité, pour l'armée française, de se préparer à l'éventualité d'un conflit interétatique de haute intensité. Nous y sommes.

**Peut-on dire que certains pays – et leurs citoyens - sont prêts à la guerre, tandis que d'autres ne le seraient pas?**

Je ne voudrais pas me faire passer pour ce que je ne suis pas, et je resterai très prudent sur les sociétés russes et ukrainiennes sur lesquelles je n'ai aucune lumière particulière. Il me semble toutefois que la Russie était prête à la guerre, comme elle l'a montré en Tchétchénie en 1999-2000, en Syrie à partir de 2015, au Donbass dès 2014 ou lors de la captation de la Crimée au début de la même année. Ce qui se produit aujourd'hui n'est pas un éclair dans un ciel serein. On ne peut nier qu'il y ait une forme de continuité, même si nous faisons face à une extension en termes de moyens mis en œuvre, de même qu'en termes de radicalisation. En outre, il me semble que le niveau de militarisation de la Russie est sans commune mesure, par exemple, avec le nôtre.

Côté ukrainien, même s'il faut toujours garder à l'esprit qu'on ne possède qu'une idée très partielle de ce qui se passe sur place, je suis frappé, en tant qu'historien de la Grande Guerre, par certaines ressemblances entre l'Ukraine de la fin février 2022 et les pays européens à l'été 1914: cette discipline sociale, cette union sacrée autour du pouvoir, ce volontarisme guerrier me renvoient à mes objets de recherche, inexorablement. J'espère qu'il ne s'agit pas d'un biais cognitif de ma part. Mais si l'on veut toucher du doigt ce qu'est un consentement à la guerre, il me semble que la société ukrainienne nous donne ici une grande leçon.

En voyant tous ces Ukrainiens se mobiliser pour la défense armée, on a entendu parallèlement une petite musique sur le mode: «*Nous n'en serions pas capables.*» Mais qu'en savons-nous? Comment connaître ce que pourrait être le patriotisme défensif des populations des pays occidentaux, et de la France en particulier, si la guerre devait venir jusqu'à nous?

Comparaison n'est pas raison, mais il faut se souvenir, à l'été 1914, de la stupeur des militaires qui s'attendaient à un chiffre d'insoumission considérable, comme de celle de tous les syndicalistes révolutionnaires qui s'étaient préparés à mener une grève insurrectionnelle contre la guerre et qui voient alors leur propre internationalisme s'évaporer en un instant. Personne n'imaginait cela, et surtout pas

du côté de l'extrême droite nationaliste, à l'instar d'un Maurice Barrès s'exclamant le 20 août 1914: «*Comment de ce cloaque est donc sortie cette France si pure?*»

La guerre fait partie de ces moments où toute prévision peut être démentie. Nous ne manquons pas d'études sociologiques remarquables sur «l'archipel français», sur le fait que la France est une société morcelée, ghettoïsée: une société qui ne fait plus société, en quelque sorte. Mais face à une très grande crise comme l'événement guerrier, tout cela devient sans valeur, car le temps «autre» de la guerre prend l'ascendant et brouille tout ce qu'on pensait savoir. Nous ne pouvons pas prévoir comment réagirait la société française face à l'irruption de la violence guerrière, et il me paraît important de rappeler que nous ne pouvons pas le savoir. La guerre est une épreuve de vérité dont on ne peut supputer les effets avant d'y avoir été confrontés.

**Cette forme d'union sacrée que l'on sent aujourd'hui traverser la société ukrainienne comme elle avait parcouru la société française à l'été 1914, à quelques exceptions près, peut-elle tenir ou risque-t-elle de se fissurer, comme c'est souvent le cas au fur et à mesure que la guerre dure?**

Il me semble qu'il faut absolument distinguer le début de la guerre et la suite, c'est-à-dire la guerre longue, lorsque les difficultés se multiplient, que les pertes s'accumulent, que les souffrances deviennent immenses et que la lassitude s'installe. Nous parlons ici au cours de la troisième semaine de guerre, soit un temps très court encore, même si pour les acteurs ces trois semaines paraissent peut-être une éternité.

Les conflits passés me paraissent montrer qu'une des caractéristiques des débuts de guerre est de susciter dans les opinions une grande cohésion, ainsi qu'un regroupement autour du pouvoir politique et militaire qui ne fait guère débat. En France, où le pacifisme, voire le défaitisme, était puissant avant 1939, la mobilisation du mois de septembre n'a guère été discutée. Il a fallu que le conflit s'installe dans la durée pour que d'autres sirènes fassent entendre leur petite musique.

## Quelle lecture faites-vous des appels à la paix contemporains, au regard de l'histoire du pacifisme et des guerres?

Sans doute sommes-nous tous pacifistes au sens où nous préférons la paix à la guerre. Mais ce que je vois avant tout, dans les sources ayant trait à d'autres conflits, tout comme aujourd'hui dans la guerre en cours, c'est à quel point un consentement à la guerre peut être prégnant. La mobilisation des Ukrainiens eux-mêmes n'est-elle pas stupéfiante, face à un adversaire dont les forces paraissent si supérieures?

Mais cela n'est-il pas vrai également des opinions publiques occidentales? Celles-ci, dans leur ensemble, ne s'opposent nullement à des gouvernements qui arment la résistance ukrainienne, alors même que plus cette résistance se prolonge, et plus la guerre a de chances d'échapper à tout contrôle et de se rapprocher de nous, comme l'ont récemment montré certaines déclarations du pouvoir russe affirmant que les convois de livraison d'armes pourraient être considérés comme des cibles légitimes. Oui, en Europe occidentale, ce consentement paraît massif, au point de mettre en difficulté ceux qui s'étaient montrés jusqu'ici les plus complaisants à l'égard de la Russie. Ce consentement, imprégné d'une admiration très légitime pour la résistance armée ukrainienne, n'est-il pas un peu surprenant en regard du pacifisme autoproclamé d'ordinaire, et jugé consubstantiel à nos régimes démocratiques?

## Le magazine *Time* a récemment fait sa une sur «*Le retour de l'histoire*» au-dessus d'une photo d'un char russe. Cela a-t-il du sens?

L'histoire ne s'est jamais arrêtée, y compris dans nos sociétés à «haut niveau de pacification», pour reprendre une expression de Norbert Elias. Cette allusion à la «*fin de l'histoire*» telle que certains avaient voulu la voir dans la fin de l'URSS et de son empire dit, maladroitement, que l'histoire, pour paraphraser Raymond Aron, est toujours tragique, et que ce tragique est porté avant tout par le fait guerrier. Il existe un tragique de l'histoire qu'en ce moment la guerre en cours nous force à prendre en compte.

## Ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine relativise-t-il la crise du coronavirus dont vous disiez ici, il y a un an, que c'était l'événement le plus tragique que nous ayons vécu en Europe occidentale depuis la Seconde Guerre mondiale?

Évidemment. Même si je ne retirerais pas pour autant ces propos aujourd'hui datés, en rappelant que le coronavirus a fait officiellement six millions de morts et sans doute près du double. Aux États-Unis, les pertes s'élèvent à près d'un million de victimes, soit bien davantage que toutes les pertes américaines en temps de guerre depuis 1917 jusqu'à nos jours. Et côté Russe, la chute démographique de la population – près d'un million d'habitants pour la seule année 2021 – semble aux deux tiers liée à cette pandémie.

Mais il est certain que l'expérience tragique du retour de la guerre sur le sol européen a démonétisé d'un coup la tragédie précédente, tout en nous empêchant sans doute d'en tirer les leçons. L'ironie est amère: alors que cette catastrophe pandémique avait été rabattue sur la guerre par le discours politique, au moins initialement, afin sans doute de donner sens à l'irruption de l'inattendu, à présent que nous sommes confrontés à une guerre véritable, le tragique de la pandémie se voit relégué dans le passé.

## Entre la pandémie de coronavirus et cette première guerre interétatique en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, entre les masques FFP2 et les masques à gaz, nous avons le sentiment d'être face à une incertitude toujours plus grande. Est-ce une illusion présentiste ou est-il légitime d'avoir l'idée d'une accélération de l'histoire?

Au titre d'une incertitude fondamentale, il faudrait bien sûr ne pas oublier la «basse continue» que constitue l'inquiétude environnementale, si présente désormais dans nos sociétés. Mais c'est un autre terrain sur lequel je n'ai nulle compétence.

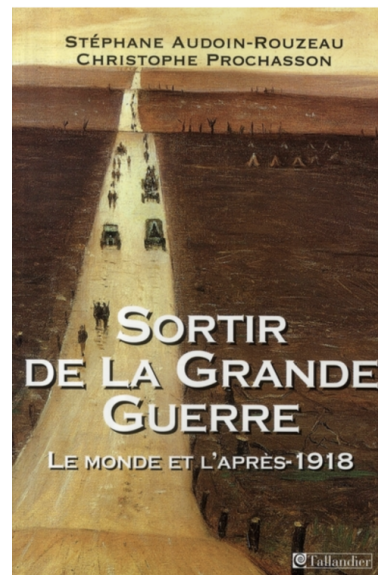
Concernant le sentiment d'accélération, méfions-nous, ici! C'est Lucien Febvre, je crois, qui disait que chaque génération, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, avait le sentiment d'une accélération de l'histoire. En bref, notre intuition pourrait bien être mauvaise conseillère. Et puis, rappelons-nous ce qu'ont vécu les contemporains du

«premier XX<sup>e</sup> siècle», avec la Grande Guerre, la crise de 1929, la montée des totalitarismes, la Seconde Guerre mondiale, enfin. Ou encore les contemporains de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle lors de la Révolution, suivie de plus de 20 années de guerres qui ont mis l'Europe à feu et à sang. Ne confondons pas un sentiment d'accélération avec le fait que l'histoire avance, comme à son habitude. Et, le plus souvent, par son côté le plus noir.

En revanche, il me semble qu'il faut prendre la mesure de la dimension disruptive de l'événement. À l'inverse du mépris que lui vouait la seconde école des *Annales*, l'événement – événement de violence ici – nous rappelle aujourd'hui son importance absolument centrale. Nous, acteurs sociaux ordinaires, en sommes saisis, jusqu'à l'inquiétude et même l'angoisse, alors que nous demeurons, pour l'instant, à distance de la vraie guerre.

Penser l'événement permet de prendre la mesure du basculement en cours, de dirimer un avant d'un après, et il n'y a nul besoin d'employer des concepts trompeurs comme ceux de «fin» ou d'«accélération» de l'histoire.

## En général, parle-t-on de la sortie de guerre dès le début de la guerre?



Oui, l'idée de sortie de guerre est régulièrement présente d'emblée. Elle fait partie intégrante de l'imaginaire guerrier, souvent marqué par une forme d'eschatologie: on espère que l'on sortira de la guerre pour entrer dans un monde meilleur, débarrassé de la guerre, alors que l'on est en train de la mener, et qui trouve dès lors un surcroît de sens.

C'est une illusion propre aux grandes attentes de sortie de guerre que de penser que l'on pourra empêcher son retour. Une illusion qui n'avait sans doute jamais été aussi forte que dans l'Europe occidentale d'avant le 24 février 2022. Personnellement, en tant qu'historien du phénomène guerrier, je n'ai jamais partagé un tel optimisme. La guerre est un phénomène politique. À moins de supprimer le politique lui-même, la suppression de la guerre me paraît hors de portée.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Allières

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.